

Mairie de :
Lescure-
d'Albigeois

**ARRETE DE PERMIS DE CONSTRUIRE
DELIVRE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA
COMMUNE**

Demande de Permis de Construire formulée le 27/05/2020		Dossier N°: PC 81144 20 A0011
		Arrêté n° :
par : COMMUNE DE LESCURE D'ALBIGOIS	pour : Construction d'une maison médicale	Surface de plancher : 239,17 m²
	sur un terrain sis : 13 Avenue ST MICHEL	Nb bâtiments : 1
Demeurant 14 avenue de l'Hermet à : 81380 LESCURE D'ALBIGOIS	Références cadastrales AZ0334 AZ0336 AZ0337 AZ0338 AZ0339	Nb de logements :
Représenté par :		Destination : Equipement d'intérêt collectif

Le Maire,

Vu la demande susvisée,

Vu le code de l'Urbanisme, notamment ses articles L.421-1 et suivants et R.421-1 et suivants,

Vu le Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) approuvé par délibération du Conseil communautaire en date du 11 février 2020,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 29 septembre 2011, modifiée les 21 novembre 2011 et 30 octobre 2014 portant le taux de la Taxe d'Aménagement sur la commune à 5%,

Vu la délibération du Conseil Départemental en date du 30 juin 2011, modifiée le 23 avril 2015 portant le taux de la Taxe d'Aménagement uniformément sur toutes les communes du département à 1,8%,

Vu la Redevance d'Archéologie Préventive en application de l'article 2 de la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 modifiée le 09 août 2004, et par l'article 79 de la loi de finances rectificatives pour 2011 au taux uniforme de 0,4 %, modifié par l'article 101 de la loi de finances pour 2013 n° 2012-1509,

Vu le plan de prévention des risques naturels prévisibles "mouvements différentiels de terrain liés au phénomène de retrait-gonflement des argiles" approuvé le 13 janvier 2009,

Considérant que le projet est situé dans le périmètre délimité des abords de monuments historiques, église Saint Michel,

Vu l'accord avec prescriptions ci-annexé de l'architecte des Bâtiments de France en date du 23/06/2020,

Vu l'avis favorable avec prescriptions ci-annexé de la sous-commission départementale de sécurité et d'accessibilité en date du 16/07/2020,

Vu l'avis favorable avec prescriptions du service assainissement de la C2A en date du 23/07/2020,

Vu l'avis favorable d'Enedis en date du 07/07/2020,

Vu l'avis favorable du service gestion du domaine public de la C2A en date du 13/07/2020,

Vu l'avis favorable du service Eau potable de la ville de Lescure en date du 26/06/2020,

Vu l'avis favorable du service Gestion des déchets de la C2A en date du 09/07/2020,

A R R E T E

ARTICLE UNIQUE : Le permis de construire est **ACCORDE** pour le projet décrit dans la demande susvisée. Ledit permis est assorti des prescriptions énoncées ci-après :

Aspect extérieur : les prescriptions ci-annexées de l'Architecte des Bâtiments de France seront strictement respectées.

Sécurité-incendie : les prescriptions ci-annexées du SDIS seront respectées.

Eau potable :

Réseau d'eau potable présent au droit de la parcelle AZ 334, route de Saint Michel. Branchement AEP à créer aux frais du demandeur. Ce dernier sera placé en limite de propriété privée/public.

Le règlement communautaire du service eau potable applicable sur la commune de Lescure doit être respecté.

Desserte en électricité :

La puissance de raccordement pour laquelle ce dossier a été instruit est de 36kVA triphasé.

Voirie :

L'autorisation d'urbanisme ne vaut pas autorisation d'accès à la voirie ; l'accès est soumis à autorisation accordée par le service gestionnaire de la voirie. Le pétitionnaire doit donc obtenir une permission de voirie afin de définir l'implantation précise et les caractéristiques de l'accès (prescriptions techniques).

Toute modification du domaine public doit également faire l'objet d'une autorisation préalable du gestionnaire de la voirie.

La permission de voirie devra être sollicitée auprès du service gestion du domaine public de la communauté d'agglomération de l'Albigeois pour les voiries communautaires.

Le pétitionnaire supportera toute la charge des travaux nécessaires à l'accès de sa propriété.

Assainissement :**Eaux pluviales :**

Les eaux de pluie doivent être stockées dans des systèmes individuels réalisés par l'acquéreur et à sa charge (noue de 16m³ avec un ouvrage de régulation pour limiter le débit au réseau public pluvial).

Le réseau pluvial (canalisation) existe au droit de la parcelle. Seul l'excès de ruissellement peut être rejeté au réseau pluvial après qu'aient été mises en œuvre, sur la parcelle privée, toutes les solutions susceptibles de limiter et étaler les apports pluviaux. Si un branchement est à créer, il devra obligatoirement être réalisé par la communauté d'agglomération de l'Albigeois aux frais du pétitionnaire.

Contactez le service assainissement pour connaître les modalités de raccordement (tél. : 05.63.76.06.12).

A l'occasion des travaux, les eaux de pluie (de ruissellement et de drainage) seront strictement séparées des eaux usées.

Eaux usées :

Le réseau public d'eaux usées est présent au droit de la parcelle. Un branchement adapté au projet devra être réalisé sur le domaine public au droit de la parcelle par la communauté d'agglomération de l'albigeois aux frais du pétitionnaire.

Contactez le service assainissement pour connaître les modalités de raccordement (tél. : 05.63.76.06.12) au plus tard 3 mois avant la date souhaitée du raccordement.

Réglementation thermique :

Joindre à la DAACT une attestation RT établie par un architecte, un contrôleur technique, un diagnostiqueur DPE (maison individuelle ou accolée) ou un organisme certificateur HPE.

Accessibilité :

Positionner la porte du cabinet 2 de manière à disposer d'un espace de manœuvre de 1,40m x 2,20m à l'intérieur du cabinet.

Positionner la robinetterie ou cellule de déclenchement du lave-mains des sanitaires à plus de 0,40m de l'angle. Prévoir un espace d'usage dans les espaces d'attente "assistant médical" et "cabinets médicaux".

Attestation AT1

Adresser à l'autorité qui a délivré le permis et avec la déclaration d'achèvement prévue par l'article R 462-1 du code de l'urbanisme, l'attestation AT1 établie par un bureau de contrôle ou architecte agréé, constatant que les travaux réalisés respectent les règles d'accessibilité (décret 11/09/07 – art. R 111-19-27).

Retrait-gonflement argiles :

Le projet respectera les dispositions du plan de prévention des risques naturels prévisibles, mouvements différentiels de terrain liés au phénomène de retrait-gonflement des argiles dans le département du Tarn, approuvé par arrêté préfectoral du 13 janvier 2009.

Le dossier est consultable en mairie et sur le site www.tarn.pref.gouv.fr (rubrique les risques majeurs).

Lescure-d'Albigeois, le 23 septembre 2020

Elisabeth CLAVERIE

Le Maire,



La présente décision est transmise le.....au représentant de l'Etat conformément à l'article R.424-12 du Code de l'Urbanisme, et dans les conditions prévues aux articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Affichage de la décision en mairie le : 24/09/2020....Affichage de l'avis de dépôt en mairie le : 27/05/2020.....

Cette autorisation de construire ou d'aménager est susceptible de donner lieu au paiement de :

La taxe d'aménagement (TA) prévue aux articles L.331-1 à L.333-31 du code de l'urbanisme.

La redevance d'archéologie préventive (RAP) prévue aux articles L.524-2 à L.524-15 du code du patrimoine.

Le montant de ces taxes est calculé par la direction départementale des territoires à partir des éléments fournis par le demandeur lors du dépôt de permis ou de la déclaration préalable. Le cas échéant, une lettre d'information vous sera adressée par ce service à l'issue de la délivrance de cette autorisation pour vous indiquer le montant que vous auriez à acquitter. Il est à noter que cette redevance est déclenchée par la délivrance d'une autorisation de construire ou d'aménager et non pas par le début ou la fin des travaux.

Le recouvrement est effectué par la direction départementale des finances publiques. Il est effectué en une fois si la somme ne dépasse pas 1500 € dans un délai de 12 mois après la délivrance de l'arrêté d'autorisation de construire ou d'aménager. Au delà de cette somme, il fait l'objet de 2 titres de perception émis 12 et 24 mois après la délivrance de l'arrêté et correspondant chacun à la moitié

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivants :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du code général des collectivités territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.
- si votre projet comporte des démolitions, en application des articles L.424-9 et R.452-1 du code de l'urbanisme, le permis de démolir devient exécutoire :

En cas de permis explicite, quinze jours après sa notification au demandeur et sa transmission au préfet.

En cas de permis tacite, quinze jours après la date à laquelle il est acquis.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE** : les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire.

L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisé ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté et le nom de l'architecte auteur du projet architectural. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire.

- **DUREE DE VALIDITE** : L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification de l'arrêté. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année.

L'autorisation peut être prorogée deux fois, pour une durée d'un an chaque fois, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres applicables au terrain n'ont pas évolué.

Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

- **DROITS DES TIERS** : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

- OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES : cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L241-1 et suivants du code des assurances.

- DELAIS ET VOIES DE RECOURS : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir la juridiction administrative compétente d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite). Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

La saisine de la juridiction administrative pourra se faire, pour les particuliers et les personnes morales de droit privé non chargés de la gestion d'un service public, par la voie habituelle du courrier ou via l'application informatique Télérecours, accessible par le lien : <http://www.telerecours.fr>.



MINISTÈRE DE LA CULTURE

COURRIER ARRIVÉ
26 JUIN 2020
SERVICE DROITS DES SOLS

Direction régionale des affaires culturelles d'Occitanie
Unité départementale de l'architecture et du patrimoine du Tarn

Dossier suivi par : PIERRE NOVELLA

Objet : demande de permis de construire

**CTE D'AGGLOMERATION DE
L'ALBIGEOIS
SERVICES COMMUNS ADS DE
L'ALBIGEOIS - POLE EST
PARC FRANCOIS MITTERAND
81160 SAINT-JUERY**

A Albi, le 23/06/2020

numéro : pc14420A0011

adresse du projet : ROUTE SAINT-MICHEL MAISON MEDICALE
81380 LESCURE

nature du projet : Construction neuve établissement de santé

déposé en mairie le : 27/05/2020

reçu au service le : 29/05/2020

servitudes liées au projet : LCAP - abords de monuments historiques -
EGLISE SAINT-MICHEL

demandeur :

COMMUNE DE LESCURE - M.
SALABERT FRANCIS
MAIRIE - 14 AVENUE DE L'HERMET
81380 LESCURE D'ALBIGEOIS

L'immeuble concerné par ce projet est situé dans le périmètre délimité des abords ou dans le champ de visibilité du ou des monuments historiques désignés ci-dessus. Les articles L.621-30, L.621-32 et L.632-2 du code du patrimoine sont applicables.

Ce projet, en l'état, est de nature à porter atteinte à la conservation ou à la mise en valeur du ou des monuments historiques ou des abords. Il peut cependant y être remédié. **L'architecte des Bâtiments de France donne par conséquent son accord assorti de prescriptions.** Par ailleurs, ce projet peut appeler des recommandations ou des observations.

Prescriptions motivées (1), recommandations ou observations éventuelles (2) :

1 - Prescriptions :

- Le versant sud-ouest de toiture visible directement de la rue sera dépourvu de panneaux solaires.
- Seul le versant nord-est pourra recevoir des panneaux solaires, sous réserve que le système soit encastré dans la couverture de manière à ne pas présenter de saillie par rapport aux tuiles.

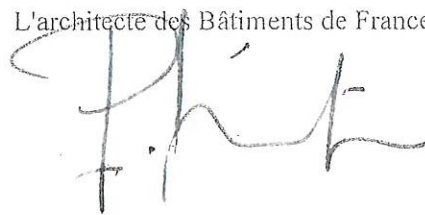


Vu pour être annexé
à l'arrêté du
23 SEP. 2020

LE MAIRE
Elisabeth CLAVERIE

- La tuile de couverture sera de type imitation canal à grand galbe et de teinte rouge foncé vieilli : référence "DC12" de teinte "Vieille terre" ou "Cathédrale" du fabricant proposé, ou équivalent.

L'architecte des Bâtiments de France



PATRICK GIRONNET

Copie est adressée au demandeur afin de l'informer qu'il ne pourra pas se prévaloir d'un permis tacite à l'issue du délai d'instruction en application de l'article R.424-4 du code de l'urbanisme.

En cas de désaccord avec l'architecte des Bâtiments de France, l'autorité compétente peut saisir, dans un délai de sept jours à compter de la réception du présent acte, le préfet de région (direction régionale des affaires culturelles) par lettre recommandée avec accusé de réception.



Vu pour être annexé
à l'arrêté du

23 SEP. 2020

LE MAIRE
Elisabeth CLAVERIE

PRÉFÈTE DU TARN

Direction départementale des
territoires

COMMISSION CONSULTATIVE DÉPARTEMENTALE
DE SÉCURITÉ ET D'ACCESSIBILITÉ

DDT 81/SCHAT/PLHVC/BBPA

Dossier suivi par ;
Eliane TREILLET

Tél. : +33 581275012
Fax: : +33 581275006
eliane.treillet@tarn.gouv.fr

Sous-Commission Départementale pour l'Accessibilité des personnes
handicapées

Réunion du jeudi 16 juillet 2020

AVIS DE LA CCDSA RELATIF A L'ACCESSIBILITE AUX
PERSONNES HANDICAPEES

Procès verbal de la réunion

Textes de référence

Code de la construction et de l'habitation, notamment les articles L. 111-7 à L. 111-8-4 et les articles R. 111-18 à R. 111-19-60 ;
Arrêté du 8 décembre 2014 modifié ;
Arrêté du 15 décembre 2014 ;
Arrêté du 27 avril 2015 ;
Arrêté du 1 août 2006 (dépôt pour instruction avant le 01 juillet 2017) ;
Arrêté du 20 avril 2017 (dépôt pour instruction après le 30 juin 2017) ;

DOSSIER N° AT 081 144 20 A 0011

N° urbanisme : PC 081 144 20 A 0011

Commune : LESCURE D'ALBIGEOIS

Demandeur : MAIRIE représenté(e) par M SALABERT Francis

Adresse du demandeur : 14 avenue de l'Hermet 81380 LESCURE D'ALBIGEOIS

Nom établissement : MAISON MEDICALE

Adresse des travaux : route de Saint-Michel 81380 LESCURE D'ALBIGEOIS

Type : W Administrations, banques, bureaux / Catégorie ERP : 5

Nature des travaux :

construction neuve

Demande de dérogation : non



Vu pour être annexé
à l'arrêté du
23 SEP. 2020

LE MAIRE
Elisabeth CLAVERIE

MOTIVATION

- sur l'autorisation : Favorable

PRESCRIPTIONS ET RECOMMANDATIONS

Positionner la porte du cabinet 2 de manière à disposer d'un espace de manoeuvre de 1.40 x 2.20 m à l'intérieur du cabinet,

Positionner la robinetterie ou cellule de déclenchement du lave-mains des sanitaires à plus de 0.40 m de l'angle, Prévoir un espace d'usage dans les espaces d'attente "assistant médical" et "cabinets médicaux",

AVIS DE LA COMMISSION

La commission émet un **avis favorable** à la réalisation de ce projet. Cet avis est assorti des prescriptions et recommandations énumérées ci-dessus.

A ALBI, le jeudi 16 juillet 2020
Pour la Préfète
La présidente de la commission



Mme TREILLET Eliane

Préfecture du TARN

Service Départemental
d'Incendie et de Secours

**Procès-verbal d'étude de la Sous-Commission
Départementale de Sécurité ERP / IGH
en date du 16 juillet 2020**

ORDRE DU JOUR N° : 07

Dossier transmis par : **C2A - Service Commun ADS Grand Albigeois**

Réf. du dossier : **144W999** (20200496)

Commune : **LESCURE D'ALBIGEOIS**

Établissement : **MAISON MÉDICALE**

Adresse : 13, avenue Saint Michel

- PC 14420A0011
Date de dépôt en mairie : 27 mai 2020
Construction d'une maison médicale

Maître d'ouvrage : la commune

Affaire suivie par : Lieutenant Olivier MAFFRE

Description des travaux

Le projet porte sur la construction d'une maison médicale d'une surface de 347 m² en simple rez-de-chaussée.

A l'issue des travaux la distribution sera la suivante :

- quatre cabinets médicaux,
- un local archives
- une salle de pause avec un sanitaire privé
- une salle d'attente
- un sanitaire PMR

Effectif

L'effectif théorique maximum susceptible d'être reçu simultanément s'élève à **30 personnes** auxquelles il conviendra d'ajouter le personnel (7 personnes).

Cet effectif est déterminé en fonction de la déclaration du chef d'établissement ou du maître d'ouvrage (Art.W2)

Classement

Établissement de type W de 5^{ème} catégorie

Dispositions réglementaires applicables

- ☐ Code de la construction et de l'habitation (articles R 123-1 à R 123-55, R 152-4 à R 152-5)
- ☐ Arrêté modifié du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Établissements Recevant du Public (ERP).
- ☐ Arrêté modifié du 22 juin 1990 portant approbation des dispositions particulières aux établissements de 5^{ème} catégorie.
- ☐ Arrêté du 10 novembre 2016 portant règlement de défense extérieure contre l'incendie pour le département du TARN
- ☐ Arrêté modifié du 21 avril 1983 portant approbation des dispositions particulières du type W (Administrations, banques, bureaux).

Engagement relatif à la solidité

Conformément à l'article 45 du décret 95-260 du 08 mars 1995 modifié, l'engagement du maître d'ouvrage à respecter les règles de construction et notamment celles relatives à la solidité a été produit sous la forme du paragraphe 8 "Engagement du (ou des) demandeurs" de l'imprimé du permis de construire signé par le maître d'ouvrage.

Étude de la notice de sécurité

La notice de sécurité jointe au dossier précise notamment les points suivants :

Accessibilité : une façade accessible par voie engins

Implantation : isolement par rapport aux tiers en vis à vis réalisé par une distance supérieure à 4 mètres

Dispositions constructives : cloisonnement traditionnel



Locaux à risques particuliers : local archives isolé par des parois et plafonds coupe-feu 1 heure et portes coupe-feu ½ heure munies de ferme portes

Aménagements intérieurs :

- revêtements de sol : M4 ou D-FI-s2
- revêtements muraux : M2 ou C-s3, D0
- revêtements de plafond : M1 ou B-s3, D0
- mobilier : M3

Dégagements :

Niveau	Effectif à évacuer*	Dégagements réglementaires		Dégagements réalisés		Solutions GN 8 retenues par niveau
		Nbre sorties	Nbre UP	Nbre sorties	Nbre UP	
rez-de-chaussée	37	1	2	1	3	Sortie de plain-pied sur l'extérieur

* Effectif du public + celui du personnel s'il ne possède pas ses propres dégagements

Ventilation : VMC

Désenfumage : sans objet

Installations électriques : conformes à la NF C 15.100 et au décret n° 2010-1118 du 22 septembre 2010 relatif à la protection des travailleurs au sein de l'établissement

- présence de panneaux photovoltaïques en toiture

Éclairage de sécurité : réalisé par des blocs autonomes d'éclairage de sécurité pour l'évacuation

Chauffage : PAC réversible

Installations de cuisson : sans objet

Installations de gaz : non

Moyens de secours :

- moyens d'extinction : extincteurs à eau pulvérisée et adaptés aux risques
- équipement d'alarme de type 4
- moyens d'alerte : téléphone urbain
- affichage des plans
- défense extérieure contre l'incendie :

Nature du point d'eau	N°	Débit (m³/h sous 1 bar)	Distance (m)
poteau d'incendie	144074	82	10



Vu pour être annexé
à l'arrêté du

23 SEP. 2020

LE MAIRE
Elisabeth LAVERIE

Observation

Panneaux Photovoltaïques :

Compte-tenu de la spécificité de des installations en cas d'incendie, les sapeurs-pompiers peuvent rencontrer des difficultés opérationnelles pouvant entraîner des retards lors de la phase d'extinction.

Avis de la commission

En conclusion, la sous-commission départementale de sécurité ERP / IGH émet **un avis favorable** à la réalisation des travaux, néanmoins les prescriptions suivantes doivent être appliquées :

N°	Prescriptions
1°)	Faire vérifier et entretenir périodiquement les installations techniques de l'établissement (chauffage, éclairage, installations électriques, moyens de secours) par des techniciens compétents. (PE 4)
2°)	Afficher des consignes de sécurité précisant : <ul style="list-style-type: none"> - le numéro d'appel des secours (18, 112) - l'adresse du centre de secours de premier appel, - les dispositions immédiates à prendre en cas d'incendie. (PE 27 §4)
3°)	Apposer, à proximité de la coupure générale électrique du hall d'entrée un écriteau portant mention « ATTENTION ! Même après coupure générale électrique, présence de courant continu entre panneaux photovoltaïques et onduleurs » (R 123-13 du Code de la construction et de l'habitation et EL 11)
4°)	<p style="text-align: center;"><u>Panneaux Photovoltaïques :</u></p> <p>1. Concevoir l'ensemble de l'installation selon les préconisations du guide UTE C 15-712-1 et du guide pratique réalisé par l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) avec le syndicat des Energies Renouvelables (SER) baptisé « spécifications relatives à la protection des personnes et des biens dans les installations photovoltaïques raccordées au réseau » (1er décembre 2008) ;</p> <p>2. Prendre toutes les dispositions pour éviter aux intervenants des services de secours tout risque de choc électrique au contact d'un conducteur actif de courant continu sous tension.</p> <p>Cet objectif peut notamment être atteint par l'une des dispositions suivantes <u>par ordre de préférence décroissante</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un système de coupure d'urgence de la liaison DC (courant continu) est mis en place, positionné au plus près de la chaîne photovoltaïque, piloté à distance depuis une commande regroupée avec le dispositif de mise hors tension du bâtiment ; - les câbles DC cheminent en extérieur (avec protection mécanique si accessible) et pénètrent directement dans chaque local technique onduleur du bâtiment ; - les onduleurs sont positionnés à l'extérieur, sur le toit, au plus près des modules ; - les câbles DC cheminent à l'intérieur de bâtiment jusqu'au local technique onduleur, et sont placés dans un cheminement technique protégé, situé hors locaux à risques particuliers, et de degré coupe-feu égal au degré de stabilité au feu du bâtiment, avec un minimum de 30 minutes;

N°	Prescriptions
	<ul style="list-style-type: none"> - les câbles DC cheminent uniquement dans le volume où se trouvent les onduleurs. Ce volume est situé à proximité immédiate des modules. Il n'est accessible ni au public, ni au personnel ou occupants non autorisés. Le plancher bas de ce volume est stable au feu du même degré de stabilité au feu du bâtiment, avec un minimum de 30 minutes. <p>3. Positionner une coupure générale simultanée de l'ensemble des onduleurs de façon visible à proximité du dispositif de mise hors tension du bâtiment et identifiée par la mention: « attention-Présence de deux sources de tension: 1-Réseau de distribution; 2- Panneaux photovoltaïques » en lettres noires sur fond jaune ;</p> <p>Celle-ci doit répondre aux principes suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • coupure de l'alimentation de la consommation du bâtiment (Ex. : réseau de distribution publique) ; • coupure de la partie courant alternatif du ou des onduleurs au plus près du point de livraison ; • coupure de la partie DC du ou des onduleurs au plus près des chaînes photovoltaïques ; <p>Les organes de commande doivent être regroupés et leur nombre limité à deux.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Créer un cheminement d'au moins 90 cm de large libre autour du ou des champs photovoltaïques installés en toiture. Celui-ci permet notamment d'accéder à toutes les installations techniques du toit (exutoire, climatisation, ventilation, visites...) ; • Justifier de la capacité de la structure porteuse à supporter la charge rapportée par l'installation photovoltaïque en produisant une attestation de contrôle technique relative à la solidité à froid par un organisme agréé ; • Lorsqu'il existe, s'assurer que le local technique onduleur est constitué de parois de degré coupe-feu égal au degré de stabilité au feu du bâtiment, avec un minimum de 30 minutes ; • Signaler sur les plans du bâtiment, destinés à faciliter l'intervention des secours, les emplacements du ou des locaux techniques onduleurs ; • Apposer les pictogrammes dédiés au risque photovoltaïque conformes à la norme en vigueur : <ul style="list-style-type: none"> - à l'extérieur du bâtiment, à l'accès des secours ; - aux accès aux volumes et locaux abritant les équipements techniques relatifs à l'énergie photovoltaïque ; - sur les câbles DC tous les 5 mètres. <ul style="list-style-type: none"> - Indiquer sur les consignes de protection contre l'incendie la nature et les emplacements des installations photovoltaïques (toiture, façade, fenêtre,...) - Dans le cadre des consignes relatives à l'alerte des secours en cas de sinistre, le demandeur <u>doit</u> signaler à l'opérateur du centre de traitement de l'alerte (18 ou 112), la présence d'une installation photovoltaïque. <p>Vu pour être annexé à l'arrêté du</p> <p>(Préconisations de la commission centrale de sécurité en date du 07 février 2013)</p>

23 SEP. 2020



LE MAIRE
Elisabeth CLAVERIE



Le Président de la Sous-Commission
Départementale de Sécurité ERP/IGH

[Signature]

Philippe SERVANTON

